

SAINT-FÉLICIEN, Qc – Jean Charest assure n'avoir jamais reçu de chèque de 3000 \$ des mains d'un lobbyiste. C'est du moins ce que rapporte l'actuel chef libéral, Philippe Couillard, qui lui a parlé mercredi, à la suite des révélations stupéfiantes de la Commission Charbonneau.

En effet, c'est la première fois que le nom de l'ancien premier ministre est évoqué à la commission d'enquête. C'est le témoignage de Louis-Pierre Lafortune qui le met en cause. Lafortune est l'ex-vice-président des Grues Guay qui a été accusé de gangstérisme au terme de l'opération Diligence.

Dans son témoignage, qui était interdit de publication jusqu'à mercredi, on apprend qu'un lobbyiste a versé un chèque de 3000 \$ à l'Association libérale de Sherbrooke, circonscription dont le député était Jean Charest à l'époque.

Le chèque a été fait à quelques jours des élections générales de décembre 2008. Il était signé par le chef de la direction financière du fabricant d'éoliennes AAER, Jean-Robert Pronovost.

Lafortune avait investi 200 000 \$ dans la compagnie, qui s'était installée dans l'ancienne usine Hyundai de Bromont. Toujours selon le témoignage de Lafortune, le lobbyiste dont on ne peut révéler l'identité a confirmé avoir remis le chèque à M. Charest.

Toutefois, aucun projet d'AAER n'a finalement été retenu par le gouvernement Charest. L'entreprise a fait faillite en 2010.

Au terme d'un caucus tenu à Saint-Félicien, le chef libéral Philippe Couillard a tenu à réagir, mercredi en début d'après-midi. Il a rapporté les propos de son ancien chef.

«Avant de venir vous voir (les médias), j'ai moi-même parlé à M. Charest. Il nie catégoriquement avoir reçu quoi que ce soit de M. Lafortune ou de qui que ce soit d'autre», a-t-il dit.

Aussi, M. Couillard a pris la peine de remettre en doute la fiabilité du lobbyiste, auquel Lafortune lui-même ne prêtait pas beaucoup foi.

«Un témoignage par ouï-dire, de la part d'une personne dont la crédibilité est mise en cause par le témoin lui-même», a dit le chef libéral en préambule.

Son collègue, l'ancien chef parlementaire maintenant devenu whip Jean-Marc Fournier, est aussi venu défilé devant les médias, pour défendre son intégrité, toujours à propos des révélations de Louis-Pierre Lafortune.

Ce dernier a participé à une activité de financement en 2008 au profit de M. Fournier, qui était alors ministre du Revenu. Lafortune avait des ennuis avec le fisc et il a obtenu peu après un rendez-vous avec le ministre, mais finalement l'entretien n'a pas eu lieu.

«Il était normal qu'il puisse y avoir, soit des rencontres, soit du courrier, et que le tout soit acheminé, a indiqué M. Fournier en conférence de presse. Il n'y avait pas là de traitement de faveur, il y avait un traitement normal de la part d'un cabinet.»

Lafortune ne faisait l'objet d'aucune poursuite en 2008, a précisé M. Fournier, en ajoutant qu'il ne pouvait pas savoir qu'il serait accusé un an plus tard, en 2009. Il a été accusé de gangstérisme et de complot pour recyclage de produits de la criminalité à la suite de l'opération Diligence.

Enfin, échaudé par toutes ces allégations concernant les libéraux, Philippe Couillard a tenu à contre-attaquer le Parti québécois (PQ). Il est revenu à la charge avec les déclarations de l'ancien président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) Michel Arsenault.

M. Arsenault souhaitait convaincre le PQ de ne pas demander une commission d'enquête sur l'industrie de la construction, en invoquant un «deal» avec Claude Blanchet, le mari de la chef péquiste Pauline Marois. Le Fonds de solidarité de la FTQ était partenaire d'affaires de M. Blanchet dans l'entreprise Capital BLF. Mais M. Arsenault a soutenu mercredi que ce n'était qu'un scénario qu'il n'a de toute façon jamais concrétisé.

Le PQ a finalement mis six mois de plus que l'ADQ avant de réclamer une commission d'enquête, en 2009. Mais selon Philippe Couillard, «il y a des conversations qui sont très précises, sur l'existence d'un investissement, la date, les coïncidences de temps, et cela ajoute à ma demande que la première ministre s'exprime».

Jusqu'à maintenant, Pauline Marois est restée laconique sur le sujet, en niant l'existence d'un «deal».

Les péquistes réagissent

Sans surprise, les péquistes s'en sont donnés à coeur joie contre Philippe Couillard, Jean Charest et le Parti libéral du Québec.

«Après qu'il ait voté 11 fois contre la tenue d'une commission d'enquête qui aujourd'hui le met en cause, je ne pense pas que l'intégrité était la valeur cardinale de M. Charest», a lancé le ministre des Relations internationales, Jean-François Lisée, au sortir de la réunion du conseil des ministres mercredi.

Le président du Conseil du trésor, Stéphane Bédard, a pour sa part reproché au chef libéral d'avoir voulu cacher des informations compromettantes aux Québécois.

«C'est le même bon vieux Parti libéral, a-t-il dit. Ce qui est le plus étonnant, c'est la volonté du Parti libéral d'empêcher la divulgation de certains noms et de certains faits. M. Couillard devra nous expliquer pourquoi il a autorisé le PLQ à prendre une requête pour empêcher la divulgation des noms.»

Quant à Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur, il a soutenu que rien n'avait changé au PLQ sous la gouverne de Philippe Couillard.

«De toute évidence, il a les pieds et les mains liés dans une culture du Parti libéral qui pendant

Chèque de 3000 Charest nie tout selon Philippe Couillard

Écrit par L'actualité

Mercredi, 29 Janvier 2014 20:25 -

dix ans a carburé surtout à aller chercher de l'argent et à permettre à la collusion et à la corruption de s'installer», a-t-il allégué.

De son côté, la députée caquiste Sylvie Roy a pointé du doigt non seulement l'ancien premier ministre libéral mais aussi la chef péquiste Pauline Marois, dont le nom a été soulevé à la commission il y a quelques jours.

«C'est un triste jour pour la politique et surtout pour les deux vieux partis, le Parti libéral et le Parti québécois. On a une commission d'enquête sur la corruption dans le domaine de la construction et on entend les noms de l'ancien premier ministre et de l'actuelle première ministre. Si j'avais fait un scénario comme ça, je l'aurais envoyé à des réalisateurs, et ils m'auraient dit que c'était de la science-fiction», a-t-elle illustré.

Cet article [Chèque de 3000 \\$: Charest nie tout, selon Philippe Couillard](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Chèque de 3000 Charest nie tout selon Philippe Couillard](#)